

Paris, le 4 novembre 2011

**COMMUNIQUE DE PRESSE**  
**de Claudy LEBRETON, Président de l'ADF**

**La vérité des chiffres**

La publication cette semaine d'un certain nombre de données – issues d'un rapport du ministère du Budget sur la dépense publique datant du mois de juillet dernier – conclut à une forte progression des effectifs des collectivités territoriales entre 2002 et 2009.

Le président de l'ADF, Claudy Lebreton, considère que la mise en avant de ces éléments dans une période de fort débat sur l'état des finances publiques françaises est loin d'être anodine et pose de multiples problèmes de fond.

Tout d'abord, l'utilisation de ces données visant à stigmatiser les collectivités locales, porte profondément atteinte au principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales qui laisse clairement à ces dernières l'entière responsabilité de la gestion de leurs effectifs au regard des politiques obligatoires et facultatives qu'elles mènent quotidiennement.

Ensuite parce que les chiffres évoqués ne font pas l'objet de travaux convergents et partagés. Leur origine et leur pertinence sont critiquées même de la part des organismes de l'Etat.

Enfin, parce que tous les rapports sérieux en la matière (rapport Carrez-Thenault de 2010, rapport annuel de la Cour des comptes) soulignent la rigueur de la gestion des administrations locales. Leurs budgets demeurent équilibrés années après années, en dépit du contexte économique et du désengagement progressif de l'Etat, et la qualité de leur action aux services de nos concitoyens est reconnue par tous.

Ces rapports constatent d'ailleurs la parfaite stabilité des dépenses des départements (hors transfert de compétences) depuis plus de 25 ans, et leur baisse entre 2009 et 2010.

Claudie LEBRETON rappelle une nouvelle fois que les collectivités territoriales sont responsables de plus de 70 % de l'investissement public en France mais qu'elles ne sont redevables que de moins de 10 % de l'endettement.

En période de crise financière importante, le gouvernement serait donc bien inspiré de s'appuyer sur les collectivités territoriales plutôt que de les pointer du doigt afin de favoriser une reprise de la croissance dont ces collectivités sont les éléments moteurs.

Retrouvez sur [www.departement.org](http://www.departement.org) ce communiqué de presse.

Contact presse : **Nadia SALEM**  
Tél. 01.45.49.60.43 – P. 06.76.73.64.01  
[nadia.salem@departement.org](mailto:nadia.salem@departement.org)